

Discours de M. Kenji YAMADA
Vice-Ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères du Japon
à la Réunion plénière 2 de la Conférence ministérielle de la TICAD
le 6 octobre 2018 à Tokyo

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur de coprésider la deuxième séance plénière avec Mme Ahunna Eziakonwa, Administratrice assistante du PNUD chargée de l'Afrique. Au cours de la présente session, nous avons eu jusqu'à présent une discussion approfondie sur la voie à suivre pour la transformation économique l'Afrique vers une croissance durable et inclusive, tout en reconnaissant la nécessité urgente d'instaurer à cette fin une économie plus diversifiée. Après avoir écouté les déclarations des distingués délégués, je suis très heureux de savoir que les pays africains ont déjà déployé des efforts considérables en partenariat avec les parties prenantes. La transformation est déjà en cours en Afrique et le Japon est prêt à soutenir les efforts accrus de l'Afrique.

Mon premier point concerne le développement du secteur privé. La revitalisation du secteur privé, notamment le développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), est un élément clé de la diversification économique en Afrique. Le Japon, où 99,7% des entreprises sont des MPME qui représentent 70% du marché du travail, possède une longue expérience dans la promotion des MPME et le partage du savoir-faire avec les pays africains.

« Kaizen » se trouve au sommet de notre programme d'aide au développement du secteur privé. Une « réunion Afrique-Kaizen » s'est tenue en Afrique du Sud en juillet et diverses « histoires de Kaizen » furent partagées entre les participants. Nous avons pu constater comment des exemples de « Kaizen » ont amélioré la productivité dans de nombreux pays, en particulier dans le secteur manufacturier et leurs marchés connexes.

Le Japon a également une longue tradition de développement des ressources humaines et commercial afin que les jeunes Africains exploitent le dividende démographique. Nous avons invité plus de 1 200 stagiaires de l'Initiative africaine de l'enseignement professionnel en faveur des jeunes (Initiative ABE) et avons formé jusqu'à présent plus de 800 agents de terrain. Un certain nombre de stagiaires de l'Initiative ABE sont déjà

rentrés chez eux et travaillent activement en tant que jeunes entrepreneurs. Pour renforcer l'esprit d'entreprise, le Japon fournit également des microcrédits aux femmes entrepreneurs en partenariat avec la Banque mondiale.

Nous encourageons également les investissements dans les infrastructures de qualité, qui renforcent la connectivité en Afrique et avec la chaîne de valeur mondiale, favorisent le commerce et stimulent l'activité du secteur privé. Nous partageons le point de vue de l'Afrique selon lequel le facteur le plus important devrait être la promotion des IDE par les entreprises privées japonaises.

Sous la conduite du Premier ministre Abe, plus de 70 PDG d'entreprises japonaises ont assisté à la TICAD VI à Nairobi en 2016. En mai de cette année, 100 entreprises japonaises et 400 entreprises africaines ont participé au Forum économique public-privé Japon-Afrique et 16 ententes ont été signées. Le Japon est déterminé à poursuivre cette dynamique pour élever le niveau de partenariat public et privé entre le Japon et l'Afrique vers la TICAD 7.

Les accords d'investissement bilatéraux conclus par le Japon avec l'Égypte, le Mozambique et le Kenya ont incité davantage d'entreprises japonaises à investir dans ces pays. Nous espérons que les négociations en cours avec d'autres pays africains seront rapidement conclues pour donner aux sociétés japonaises l'assurance d'investir en Afrique.

Pour rendre l'économie africaine plus attrayante pour les IDE, une gestion budgétaire saine et la viabilité de la dette, ainsi qu'une bonne gouvernance, comprenant des mesures anticorruption, sont essentielles. Permettez-moi également de souligner qu'un financement transparent et durable ainsi qu'une bonne gouvernance sont indispensables à la fois aux prêteurs et aux emprunteurs.

Mesdames et Messieurs,

Mon deuxième point est l'agriculture. Aujourd'hui, 60% de la population africaine travaille dans l'agriculture. Cependant, la quantité de production alimentaire en Afrique ne peut pas satisfaire la demande sur le continent.

Dans ces circonstances, la JICA et l'AGRA ont lancé une « Coalition pour le

développement de la riziculture en Afrique (CARD) ». En 2018, cette initiative a permis de doubler la production de riz en une décennie. Au cours de la manifestation parallèle organisée hier en marge de cette réunion ministérielle, les membres du CARD se sont fixé un nouvel objectif ambitieux : doubler encore leur production d'ici 2030.

Un autre bon exemple concerne le « Projet d'émancipation des Petits exploitants horticoles » ou l'Approche SHEP, grâce à laquelle le salaire des petits exploitants a été augmenté par l'amélioration de la productivité.

Avec le risque croissant menaçant la sécurité alimentaire, le monde porte une attention particulière au secteur agricole, y compris en Afrique, et les entreprises japonaises font de même. Certaines sociétés japonaises telles que Kagome au Ghana investissent déjà dans ce domaine.

À la fois en tant que filet de sécurité pour une population en croissance rapide et en tant que marché ayant le fort potentiel de devenir le moteur de la transformation économique de l'Afrique, la modernisation du secteur agroalimentaire en Afrique est très attendue.

Mesdames et Messieurs,

Maintenant, je voudrais parler de science et d'innovation.

Une grande attention est accordée à l'innovation scientifique et technologique (STI), qui est l'une des solutions permettant de relever les défis auxquels l'Afrique est confrontée.

Les téléphones mobiles et la monnaie électronique changent déjà le paysage socio-économique de l'Afrique.

Permettez-moi de mentionner avec fierté qu'une lanterne à LED fabriquée au Japon a contribué à ce nouveau paysage.

Une société japonaise a mis en place un service de location de lanternes à LED en Tanzanie avec le soutien financier de la JICA. Grâce à ce projet, la société japonaise contribue à la diffusion du système électrique hors réseau dans les zones rurales d'Afrique. Une autre société japonaise étudie les moyens d'introduire la technologie des drones pour accélérer la livraison de médicaments essentiels et de kits dans les zones

rurales de la Zambie.

Le Japon continuera de soutenir les "innovations" africaines pour façonner un avenir meilleur, en promouvant le développement des ressources humaines dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, qui constituent le fondement du développement industriel.

Mon dernier point concerne l'économie bleue.

L'Agenda 2063 et la « Stratégie maritime intégrée de l'Afrique » soulignent l'importance des océans bleus pour l'économie de l'Afrique ainsi que celle de la sécurité maritime et de l'ordre maritime fondé sur des règles, conformément aux principes du droit international énoncés dans la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. En effet, en Afrique, 38 pays sont en contact avec les océans et 90% des importations et des exportations sont acheminées par voie d'eau.

D'autre part, la stratégie nous alerte sur le fait que les océans sont confrontés aux dangers de la pêche illégale et du changement climatique.

Des océans libres et ouverts, où la liberté de navigation et le survol sont respectés, profiteront au monde entier. Afin de faire des océans reliant le Japon et l'Afrique une mer de bénédiction, le Japon est prêt à aider l'Afrique dans le domaine de la sécurité maritime, notamment en renforçant ses capacités en matière de respect des lois de la mer et de la promotion du secteur de la pêche.

En conclusion de mon intervention en tant que coprésidente, je voudrais une fois encore remercier les distingués délégués pour leurs précieuses contributions et réaffirmer notre engagement envers les efforts constants en faveur d'une croissance durable et inclusive en Afrique.

Je vous remercie de votre aimable attention.